

Monsieur REINSTADLER, Adjoint au Maire, rapporteur, rappelle à l'Assemblée que par délibération en date du 11 Juin 1979, le Conseil Municipal avait retenu l'entreprise SCREG comme adjudicataire des travaux pour la réalisation de cet équipement de superstructure, pour un montant T.T.C. de 3 616 273 F.

Celui-ci précise à l'Assemblée que par la même délibération, le Conseil Municipal avait sollicité les subventions, les plus élevées possibles, pour financer ce projet.

Depuis lors, et face à l'absence de décision des organismes responsables en matière d'attribution de subventions, le Conseil Municipal a renouvelé plusieurs fois sa demande d'autorisation de commencer les travaux sans perdre le bénéfice des subventions sollicitées afin de limiter les effets néfastes de l'érosion monétaire.

Il rappelle la dernière décision du Conseil Municipal (28 Janvier 1982) par laquelle celui-ci déplorait s'être vu contraint, avec regret, d'abandonner la subvention hypothétique de l'Etat, face à l'urgence à réaliser les travaux pour répondre aux besoins pressants de la population adolescente et adulte d'une part, et afin de limiter les effets néfastes de l'érosion monétaire sur la part d'autofinancement mobilisée et inactive à ce jour d'autre part (l'effort supplémentaire imposé à la Commune risquant ainsi de dépasser à terme le produit attendu de la subvention de l'Etat, rendant ainsi, par voie de conséquence, le projet irréalisable). Il s'était engagé à assurer le préfinancement intégral de l'opération en inscrivant au B.P. 1982, le complément de crédits nécessaires à la réalisation de ces travaux.

Compte-tenu de ces éléments et dans l'attente de la confirmation écrite de Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle sur l'autorisation de commencer les travaux sans perdre le bénéfice des subventions sollicitées, Monsieur REINSTADLER donne lecture d'un exemplaire du marché relatif à la construction de cet équipement, remis par la S.C.R.E.G. le 16 Mars 1982.

Il précise que l'évaluation de l'ensemble des travaux, telle qu'elle résulte du détail estimatif, est la suivante :

- montant H.T.	5 468 416 F 49
- TVA 17,60 %	962 441 F 30
- montant TTC	6 430 857 F 79

Comme le souligne la rédaction même de l'acte d'engagement, ces prix valeur septembre 1981 rémunèrent les prestations pour la construction de l'Aire de Jeux couverte tous corps d'état, mais ne comprennent pas :

- les honoraires d'architecte,
- les options,
- les fondations spéciales.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
après en avoir délibéré :

- autorise Monsieur le Maire à signer avec la S.C.R.E.G., adjudicataire des travaux depuis le 11 Juin 1979 et constituée en entreprise générale, le marché de construction d'une Aire de jeux couverte 44 x 25 x 7 et salles complémentaires d'un montant de 6 430 857 F 79 T.T.C non compris les honoraires d'architecte, les options et les fondations spéciales.

- rappelle que la Commune a inscrit, lors du vote des budgets primitifs et supplémentaires successifs, les sommes nécessaires correspondant à l'intégralité du préfinancement de la construction de cet équipement, dans l'attente des subventions sollicitées,

- renouvelle en conséquence, de façon expresse, à Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle, sa demande d'autorisation de commencer les travaux de construction de l'Aire de Jeux couverte, sans perdre le bénéfice des subventions sollicitées, tant auprès du Département que de la Caisse d'Allocations Familiales, afin de pouvoir délivrer, dans les meilleurs délais, l'ordre de service à l'entreprise S.C.R.E.G.